

LES CAHIERS DE L'INSTITUT

1. **La rivalité entre les super-puissances et la politique soviétique dans le bassin des Caraïbes** par Neil MacFarlane, juin 1986, 70 pages.

2. **La défense continentale: analyse des tendances et perspective canadienne** par David Cox, décembre 1986, 64 pages.

GUIDE ANNUEL

**Introduction aux politiques canadiennes relatives à la limitation des armements, au désarmement, à la défense et à la solution des conflits, 1986-1987**, 300 pages.

EXPOSÉS

9. **Le scénario du non-recours à la première frappe nucléaire: remise en question et hypothèses** par Fen Osler Hampson, novembre 1986.

10. **Le débat sur l'éducation à la paix** par Elizabeth Richards, décembre 1986.

11. **Le désarmement nucléaire et l'initiative Gorbatchev** par John R. Walker, janvier 1987.

12. **Qui est en tête? Analyse sur l'équilibre nucléaire** par Jane Boulden, mars 1987.

13. **Les négociations de Genève sur la réduction des armes stratégiques** par David Cox, juin 1987.

14. **Document de Stockholm: Historique, bien-fondé et insidences politiques** par C.A. Namiesniowski, octobre 1987.

15. **Le maintien de la paix et la gestion des conflits internationaux** par Henry Wiseman, octobre 1987.

OPINIONS

2. **Les armes nucléaires et la prévention de la guerre** par Robert Malcolmson, octobre 1986.

3. **La limitation des armements et le désarmement dans les médias canadiens** par John R. Walker, mars 1987.

4. **Sauvegarder la paix et la liberté: la dissuasion nucléaire et la limitation des armements** par Lorne Green, mars 1987.

RAPPORTS

3. **Les risques de guerre nucléaire accidentelle** par Andrea Demchuk, 1986.

4. **Paix, développement de sécurité dans le Bassin des Caraïbes: Perspectives d'évolution d'ici l'an 2000.** Compte rendu de la Conférence sur la paix, développement et sécurité dans le Bassin des Caraïbes, Kingston, Jamaïque, du 22 au 25 mars 1987, par Lloyd Searwar.

NOTE DE LA RÉDACTION

■ Dénigrer l'ONU est depuis toujours un passe-temps favori d'à peu près n'importe quel groupe auquel on puisse songer. Récemment, des critiques d'un nouveau genre, à caractère idéologique et au ton résolu, ont été formulées; elles émanent de personnes et d'organismes (américains notamment) qui n'aiment pas l'ONU et qui ne l'ont jamais aimée. Cependant, la plupart des reproches qu'on adresse à l'ONU sont, comme toujours, inspirés par le cynisme et la déception. Dans ce contexte, notre article-thème rédigé par un ancien secrétaire général adjoint de l'ONU sur le rôle que celle-ci joue dans les efforts déployés pour trouver une solution au conflit du Moyen-Orient pourrait sembler, à prime abord, tenir de la sottise la plus pure.

Il existe pourtant un autre point de vue utile à prendre en considération quand on lit ce texte de **Brian Urquhart**, à savoir que le conflit du Moyen-Orient est tellement dangereux qu'on ne peut se permettre de ne pas tout mettre en oeuvre pour essayer de le régler. Et aux yeux de M. Urquhart, le Conseil de sécurité constitue une des voies possibles. M. Urquhart n'est pas plein d'espoir quant aux chances de résoudre le dilemme, mais il est convaincu qu'il faut essayer; il définit avec précision les conditions minimales à remplir

pour trouver une solution, et il montre avec persuasion comment un Conseil de sécurité revivifié peut satisfaire à ces conditions mieux que n'importe quelle autre instance.

Les choses bougent au Conseil de sécurité depuis quelques semaines. Pour la première fois autant qu'on se souvienne, les cinq membres permanents se sont entendus sur la résolution 598 que le Conseil a adoptée en juillet et par laquelle il menace d'imposer un embargo obligatoire sur les ventes d'armes destinées à des belligérants (dans ce cas-ci, l'Iran et l'Iraq). Au moment où nous allions mettre sous presse, le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuéllar, partait pour Téhéran et Bagdad afin de discuter des mesures à prendre pour instaurer un cessez-le-feu. Il échouera sans doute, mais sait-on jamais? Comme le fait observer M. Urquhart, c'est précisément pour qu'il intervienne dans de pareilles situations qu'on a créé le Conseil de sécurité à l'origine, c'est-à-dire pour qu'il «règle par des moyens pacifiques des conflits constituant par ailleurs une menace pour la paix internationale». Bien sûr, le Conseil de sécurité n'exerce que les pouvoirs que les cinq membres permanents décident de lui donner. Dans le cas du conflit irano-irakien, ils lui en ont conférés beaucoup. Quelles concessions sont-ils maintenant disposés à faire pour commencer à

aplanir l'autre différend qui divise le Moyen-Orient?

Dans d'autres articles du présent numéro de *Paix et Sécurité*, deux auteurs analysent la nouvelle politique canadienne de défense déposée à la Chambre des communes en juin dernier. **Charles Doran** dirige le programme des études canadiennes à la *Johns Hopkins University*, à Washington (D.C.); jusqu'à septembre 1987, **James Eayrs** était professeur invité de sciences politiques à l'Université d'Otago, à Dunedin (Nouvelle-Zélande).

L'article de **Paul Létourneau** aide les étrangers à comprendre les causes profondes du dilemme ouest-allemand et présente les partis et les personnalités qui interviennent dans le débat que ce pays tient sur son rôle dans l'Alliance occidentale. M. Létourneau est professeur d'études stratégiques au Collège militaire royal de Saint-Jean; il est actuellement en congé sabbatique pour effectuer des recherches dans la république ouest-allemande.

Enfin, l'historien **Robert Malcolmson**, de l'Université Queen's, réfléchit sur ce qu'il perçoit comme étant l'influence négative du pharisaïsme dans la culture politique américaine.

Michael Bryans

INSTITUT CANADIEN  
POUR LA PAIX ET  
LA SÉCURITÉ INTERNATIONALES

307, rue Gilmour  
Ottawa (Ontario) K2P 0P7  
(613) 990-1593

**Directeur général :**  
Geoffrey Pearson

**Membres du conseil  
d'administration :**  
William Barton, *Président*  
Christoph Bertram  
Lise Bissonnette  
David Braide  
Ann Gertler  
Kal Holsti  
Richard Mercier  
Geoffrey Pearson  
John Sigler  
Brian Urquhart  
Jean-Guy Vaillancourt  
Paul Warnke  
Lois Wilson

L'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales a été créé par une loi du parlement du Canada en 1984 pour «accroître la connaissance et la compréhension des questions relatives à la paix et à la sécurité internationales d'un point de vue canadien». L'Institut ne se fait l'avocat d'aucune politique particulière, pas plus qu'il ne prend part à l'élaboration des décisions gouvernementales. L'Institut est une société de la Couronne. Ses administrateurs sont nommés par le gouvernement du Canada qui consulte tous les partis reconnus à la Chambre des communes. Ces dispositions aident à garantir l'autonomie de l'Institut.

PAIX ET SÉCURITÉ

**Bureau de rédaction :**

Nancy Gordon  
David Cox  
Dianne DeMille  
Mary Taylor  
John Walker

**Rédacteur en chef :**  
Michael Bryans

**Rédactrice en chef adjointe :**  
Hélène Samson

**Rédacteur de la chronique  
des livres français :**  
Jocelyn Coulon

**Présentation et production :**  
The Spencer Francey Group,  
Ottawa/Toronto

**Versión française :**  
(sauf indications contraires)  
Sogestran inc.  
(Denis Bastien)

Autorisation à venir pour  
acheminement par courrier  
de la deuxième classe.  
Port payé à Ottawa.

ISSN 0831-1846

*Paix et Sécurité* paraît tous les trois mois; ce bulletin vise à informer la population canadienne sur les activités de l'Institut et à favoriser l'expression de toutes les opinions ayant cours au pays sur les questions susmentionnées. Les opinions formulées dans chaque article sont exclusivement celles de l'auteur. N'hésitez pas à nous faire part de vos observations et idées.

Les textes de ce bulletin peuvent être reproduits pourvu que la source en soit mentionnée. Les illustrations, dessins humoristiques, graphiques et autres réalisations artistiques sont protégés par des droits d'auteur, et il est interdit de les reproduire sans l'autorisation écrite de l'Institut et de l'artiste.